

# Impact sur les initiatives et l'innovation en faveur de l'environnement aux Etats-Unis

**L'expertise scientifique tente avec difficulté de s'imposer dans la gestion de la crise COVID-19 et interroge à nouveau dans le cadre du débat environnemental.**

**Le scepticisme au sein de la Maison Blanche vis-à-vis de l'expertise scientifique dans le cadre de la crise sanitaire est à rebondissement et rappelle parfois le discours de défiance de l'administration vis à vis des sciences du climat et de l'environnement.**

En mai 2018, Luciana Borio, chercheuse en médecine, alors Directrice du *Medical and Biodefense Preparedness* du Conseil de Sécurité National, avertissait qu'une pandémie de grippe était la première menace pour la sécurité sanitaire du pays et que les États-Unis n'étaient pas préparés à faire face à une telle éventualité. Peu après, la Maison Blanche dissolut le *Directorate of Global Health Security and Biodefense* !

La dernière conférence de presse des *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC) a eu lieu le 15 mars 2020. Depuis, la Maison Blanche a repris le contrôle de la communication de crise en organisant une conférence de presse quotidienne. Dans ce contexte, l'*Union for Concerned Scientists*, think-tank basé à Washington DC, a adressé une lettre aux CDC rappelant que le fait d'empêcher la communauté scientifique et les responsables de santé publique de s'adresser directement au public sur la pandémie de coronavirus constituait une atteinte à leur intégrité scientifique.

Plus offensif, Michael Halpern du *Scientific American*, une revue de vulgarisation scientifique américaine, propose une réorganisation de la communication de la Maison Blanche en autorisant la diffusion directe des recommandations des experts, sans se limiter aux conférences de presse quotidiennes du président.

Katherine Hayhoe, experte en sciences du climat et Professeure de sciences politiques à la Texas Tech University décrit : « Dans les discussions autour du changement climatique comme celles autour du COVID-19, le tribalisme politique ressurgit. Les mêmes discussions ont lieu en même temps, que ce soit au sujet de la pandémie ou du changement climatique. Les mêmes tensions se font jour, et nous assistons à la même impasse. ». Michelle Wyman, Directrice du *National Council for Science and Environment* (NCSE) considère que « lorsque les décideurs politiques font le lien avec la science, ils la respectent et elle éclaire leurs décisions. Lorsque le lien ne paraît pas évident, ils ne la comprennent pas et n'agissent pas en conséquence. »

Le constat est là. Les scientifiques du climat et de l'environnement perdent leur influence dans l'administration depuis la nomination de Donald Trump. Néanmoins, certain.es expert.es, tels que Cara Pike, Directrice du think-tank *Climate Access* considèrent la crise coronavirus comme l'opportunité pour les sciences du climat de s'imposer dans le processus exécutif et législatif.

### **La crise du coronavirus est aussi l'occasion d'étudier la réaction du public américain face aux directives émanant de l'expertise scientifique.**

Le 10 avril 2020, John Cook, professeur assistant au Centre pour la Communication en matière de changement climatique (Université George Mason en Virginie) intervenait lors d'un webinar organisé par GRIST (think-tank basé dans l'état de Washington), sur la confiance du public envers les scientifiques sur les questions climatiques dans un contexte d'incertitude lié à la crise du coronavirus. Parmi les nombreux aspects de la communication scientifique à destination du grand public abordés, les intervenants y ont notamment évoqué la nécessité de mettre en exergue les points saillants de problématiques complexes et systémiques. Des enseignements très précieux peuvent être tirés des études comportementales du grand public face à des consignes sanitaires directement issues des recommandations scientifiques.

Le professeur Howard Kunreuther, de la *Wharton School of the University of Pennsylvania*, confirme quant à lui que la pandémie présente l'opportunité de sensibiliser les gens au changement climatique, sur un autre risque mondial majeur, en particulier sur la notion de courbe de croissance exponentielle, difficilement assimilée par le public mais sur laquelle reposent les conséquences du changement climatique sur les populations.

## Impact sur la R&D environnementale

La plupart des universités ont adopté des directives particulières concernant la recherche, selon les recommandations émises par chacun des gouverneurs de l'état dont elles dépendent (cf NDI-2020-0185364 ). D'après le rapport R46309 daté du 10 avril 2020 du Service de Recherche du Congrès, de nombreuses agences de R&D ont stoppé ou diminué leurs activités en réaction à la crise. Par exemple, les laboratoires fédéraux dédiés à la recherche en énergies renouvelables en Californie et Illinois ont fermé. Dans ce contexte, les projets de recherche identifiés comme prioritaires et pouvant potentiellement intégrer des thématiques liées au développement durable sont ceux qui traitent de près ou de loin sur le COVID-19, maintiennent des populations critiques de plantes, animaux, organismes vivants ou cultures tissulaires ou conservent des échantillons, réactifs et matériaux critiques.

Dans son rapport sur les « Top Risks 2020 », le groupe de consultance et recherche new-yorkais Eurasia attire l'attention sur la **réallocation de nombreuses ressources financières de R&D au détriment du changement climatique**. La recherche en environnement de manière générale se prête par ailleurs difficilement à un travail à distance.

La Fondation Nationale pour la Science (**NSF**) a incité les chercheurs bénéficiant d'une bourse à orienter leurs recherches vers des thématiques liées au COVID-19 lorsque c'est possible. L'agence, via le **processus RAPID (Rapid Response Research)**, invite aussi les scientifiques à proposer des projets non liés directement aux aspects médicaux du COVID-19 mais abordant le sujet à travers la biologie végétale ou le traitement des eaux usées par exemple. Un projet portant sur la modification génétique d'organismes en lien avec l'adaptation aux environnements changeant a ainsi été retenu. Par ailleurs, la NSF propose aux petites entreprises

des financements pour le développement de technologies environnementales permettant d'améliorer la réponse face aux épidémies ([programme SBIR/STTR](#)).

Dans le même esprit, la NIH a publié des offres de financements supplémentaires aux chercheurs souhaitant réorienter leur sujet vers le COVID-19, supportant ainsi certains projets de la **NIEHS**, notamment sur les liens entre l'exposition aux pesticides et le risque de contamination.

Finalement, l'USDA (*United States Department of Agriculture*), via le *National Institute of Food and Agriculture* a annoncé un nouveau programme de recherche pour étudier et trouver des solutions face aux impacts de la pandémie sur l'agriculture nationale. Le programme, intitulé le [Rapid Response to Novel Coronavirus \(SARS-CoV-2\) Impacts Across Food and Agricultural Systems](#) a vocation à rapidement combler les manques d'information et de connaissances, et à renforcer et supporter certaines thématiques critiques et transversales pour assurer la santé et la sécurité des élevages, maintenir la sûreté des aliments le long de la chaîne de production, promouvoir le bien-être des agriculteurs, la santé de leurs exploitations et des populations rurales, et permettre leur sécurité économique.

Par ailleurs, un plan appelé "[Green Stimulus](#)" a été proposé par un consortium de scientifiques (économistes, professeurs, et experts en politiques climatiques et économiques) dans une lettre adressée au Congrès le 23 mars, en vue de favoriser une relance économique compatible avec une diminution de la dépendance aux combustibles fossiles et de construire une économie plus résiliente. En lien avec la R&D, ce plan **prévoit notamment la création d'un nouveau programme USDA dédié au développement de l'aquaculture et la pêche durables**. Le plan sollicite par ailleurs l'allocation de plus de moyens financiers au programme de R&D Mariner, porté par l'ARPA-E (*Advanced Research Projects Agency-Energy*), afin de développer la culture de microalgues à usage énergétique ou chimique, ainsi que comme fourrage.

Sur un autre plan, la coopération transatlantique implique certains instituts de recherche américains dans des projets internationaux à la lisière entre les thématiques médicales et environnementales. C'est le cas de l'[International Society for Infectious Diseases \(ISID\)](#), basée à Boston, qui prend part au

**projet européen MOOD coordonné par le Cirad, et auquel participent notamment l'Inserm, INRAE et l'Institut Pasteur.** Ce projet a pour but de développer des outils et services innovants pour la détection précoce, l'évaluation et le contrôle de maladies infectieuses potentielles en Europe, dans un contexte de changement climatique global.

Autre exemple intéressant : l'administration américaine tend à reconsidérer l'intérêt de la recherche pour la détection d'épidémies en lien avec les questions écologiques. Le *Global Health Bureau*, qui appartient à l'agence USAID, bénéficie d'un soutien gouvernemental accru et d'une augmentation budgétaire. Le projet PREDICT, en partenariat avec UC Davis (*One Health Institute*), censé s'arrêter fin mars 2020, a reçu une extension de 2,26 million USD, alors que l'administration Trump avait initialement arrêté son financement.

## **La déréglementation environnementale se poursuit**

Malgré cela, sans répit, l'administration américaine maintient le rythme de ses démarches engagées depuis 2017 pour affaiblir la réglementation environnementale, conformément à l'ambition politique du président Trump. Le *Sabin Center for Climate Change Law* du *Columbia University Earth Institute* recense ainsi plus de 150 tentatives portant atteinte à la régulation environnementale jusqu'à fin avril 2020 dans les domaines de la pollution de l'air ou de l'eau, des émissions de gaz à effet de serre, de la protection de la biodiversité, de la réglementation de l'industrie pétrolière ou des infrastructures énergétiques.

En particulier, deux modifications apportées à la réglementation fédérale ont récemment fait l'objet d'une forte mobilisation médiatique, dans la mesure où elles affaiblissent le contrôle de la pollution de l'air dans un contexte de pandémie liée à un virus s'attaquant au système respiratoire :

1. La réévaluation de la *Safer Affordable Fuel-Efficient Vehicles Rule*, relative aux émissions du transport terrestre de passagers, qui abaisse les taux de pollution des véhicules et pourrait engendrer une pollution supplémentaire

équivalente à un milliard de tonnes de CO2 relâchées dans l'atmosphère par rapport aux anciens standards d'ici à 2030.

2. Dans sa *Notice of Enforcement Discretion to Operators Affected by the Coronavirus (COVID-19) Outbreak*, la *Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration* réduit la pression sur les secteurs pétrolier et gazier, autorisant les installations pétrolières à se passer des tests de détection de fuite ainsi que de surveillance de la pollution des zones aquatiques avoisinant les installations. Cette initiative fait suite à une forte pression des lobbies pétroliers, notamment par la publication d'une lettre de dix pages de l'*American Petroleum Institute* adressée à Andrew Wheeler, Administrateur de l'*Agence de Protection de l'Environnement (EPA)* le 23 mars 2020.

Autre conséquence réglementaire et législative du COVID-19: certaines voix s'élèvent pour étendre la durée des périodes de commentaires des textes de lois. Les procureurs généraux de 13 États et de plusieurs villes ont récemment écrit une lettre à l'EPA demandant une période de 120 jours au moins pour faire des commentaires sur la dernière proposition de loi, au lieu des 30 jours actuels. En effet, le processus législatif américain prévoit trente jours pour la réception des commentaires publics suite à la publication d'une loi. Le Brookings Institute propose même un guide enseignant aux citoyens à communiquer efficacement leurs commentaires. Or, la crise du coronavirus a réduit drastiquement les capacités d'analyse et d'évaluation technique des groupes de citoyens qui ne peuvent donc plus correctement évaluer le travail des agences.

Un porte-parole de l'EPA a répondu que l'Agence allait continuer selon les procédures habituelles. Notons que cette initiative n'est pas restreinte aux thématiques environnementales et que le Département de l'Intérieur fait face aux mêmes demandes de plusieurs gouverneurs, maires, chefs d'entreprises à qui réponse est faite qu'il est envisagé une réévaluation de l'extension de la durée des commentaires au cas par cas.

**Certains                      projets                      industriels**

# environnementaux innovants souffrent déjà de la pandémie

Selon les données collectées par la revue EENews (21/4/20), le vent aurait produit plus d'électricité aux Etats-Unis que le charbon au cours des six dernières semaines. Avec une baisse de 22,5 %, le charbon représente toujours 16,4 % de la production d'électricité. Le COVID-19 et la baisse de 8% de la demande en électricité auraient intensifié les difficultés de cette industrie.

Pourtant, l'industrie des énergies renouvelables pourrait également pâtir de la pandémie pour le déploiement de ses projets et de certains prototypes innovants.

L'Association des industries de l'énergie solaire (SEIA) qui génère près de 250 000 emplois, prévoit que le secteur solaire pourrait en perdre la moitié face à cette crise. Depuis son entrée en fonction, le président Trump et son équipe ont pris des mesures sans précédent pour affaiblir et bloquer l'industrie des énergies renouvelables.

Fin mars, en invoquant la nécessité de se concentrer sur la réponse sanitaire immédiate, le Congrès n'aura finalement inclus aucun soutien à l'industrie des énergies renouvelables dans son troisième paquet d'aides, ceci malgré les alertes répétées : par exemple, un courrier avait été adressé au Congrès, signé par plus de 500 industriels de la SEIA qui emploient environ 3,4 millions d'américains. Il attirait l'attention sur « cette crise qui n'affecte pas seulement les entreprises, mais aussi les travailleurs ». Le président Trump et ses alliés du Congrès ont rejeté les appels en faveur d'un soutien à l'énergie propre dans le cadre d'une relance. Certains rapports indiquent même que Donald Trump se serait personnellement impliqué pour obtenir l'abandon des extensions de défiscalisation sur l'énergie propre proposées par la Chambre, lors du troisième projet de loi en réponse au coronavirus.

Un rapport publié le 22 mars 2020 par le cabinet de conseil en énergie Wood Mackenzie a estimé que dans le meilleur des cas, l'industrie solaire retarderait cette année certains projets qui auraient dû fournir jusqu'à 2 GW d'électricité, ou jusqu'à 5 GW dans le cas d'une situation aggravée. Le département américain de l'Énergie (DOE) affirme qu'un gigawatt d'électricité équivaut à la production de 3,1 millions

de panneaux solaires. Les projets de fermes solaires sont en général de grande échelle avec des agendas plus étalés qui permettent un amortissement alors que l'énergie solaire résidentielle subit un ralentissement important (Energywire, 23 mars).

Cependant, quelques lueurs d'espoir subsistent. En novembre 2019, les installations solaires des particuliers généraient plus de 1,3 GW d'électricité communautaire. Selon le Laboratoire national des énergies renouvelables (NREL), 1,8 GW supplémentaires sont en projet pour 2020. Malgré la crise sanitaire, deux sociétés, Arcadia Power Inc. (Etat de Washington) et Nexamp Inc (Boston) ont confirmé le développement de leurs activités et une augmentation de 25% de leurs effectifs (Energywire, 8 avril).

Autre exemple : l'éolien offshore qui est un secteur émergent aux États-Unis, avec des décennies de retard sur ses homologues européens. Cette année devait constituer une étape importante pour cette industrie avec la mise en construction de plus de 25 GW d'énergie éolienne offshore. Mais la pandémie pourrait créer de nouveaux obstacles alors que des permis fédéraux sont nécessaires pour le déploiement de ces turbines innovantes en acier. Le *Bureau of Ocean Energy Management* doit notamment rendre une décision finale sur *Vineyard Wind*, un projet pilote prévu au large de l'état de Rhode Island.

## **Les acteurs et défenseurs du climat et de l'environnement reprennent leur mobilisation pour contrer le lobbying de certains industriels.**

Alors que l'année 2020 était censée être charnière du point de vue de la coopération internationale environnementale et que les sommets prévus sont reportés les uns après les autres, la cinquantième célébration de **Earth Day** (22 avril) porté par l'ONG EarthDay.com constitue une occasion de catalyser les stratégies et les recommandations issues d'organisations de la société civile, ceci malgré la crise sanitaire.



A cette occasion, la Maison Blanche a publié une lettre officielle, dans laquelle est affirmé que le pays est l'ambassadeur de la diplomatie environnementale. Il souligne aussi les bénéfices du *Browfields program* ou du *Superfund*, ayant pour vocation respectivement la réhabilitation et la décontamination d'anciens sites industriels. Le président Trump met en avant la participation des Etats-Unis à la "*Trillion Trees Initiative*", lancée par le World Economic Forum en janvier, et dont la stratégie est fortement critiquée par des organismes tels que le World Resources Institute. Cette lettre souligne également les efforts de l'administration dans l'amélioration de la qualité de l'air.

Dans ce contexte, l'**IFPRI (International Food Policy Research Institute)** a pour sa part mis en place une série d'analyses de l'impact du COVID-19 sur les systèmes alimentaires globaux et multiplie les événements en version live en vue de partager ses recommandations. La tenue en version digitale du sommet **Earth Optimism** organisé par le Smithsonian Institute à Washington DC du 22 au 25 avril, et de nombreux autres événements ou conférences sous forme de **webinaires**, soulignent l'implication des organisations de la société civile pour soutenir les efforts de communication scientifique autour des thématiques environnementales. Autre exemple, le **Center for Environmental Policy du Bard College** a coordonné le 7 avril près de cinquante webinaires organisés par des universités à travers le pays, en mettant l'accent sur diverses initiatives locales en lien avec la lutte contre le réchauffement climatique.

Par ailleurs, plus de 80 organisations de la société civile ont adressé fin mars une lettre au Secrétaire de l'Intérieur David Bernhardt afin qu'il suspende tous projets réglementaires majeurs concernant les concessions gazières et pétrolières et les périodes de consultation publique.

Au niveau agricole, la crise sanitaire actuelle pourrait accélérer les initiatives de nombreux "groupes communautaires" qui tentent de relocaliser leurs chaînes de production à une échelle locale afin de s'émanciper des grandes industries agroalimentaires (le [New York Times](#) parle de "[victory gardens](#)"). Le plan "Green Stimulus" mentionné précédemment suggère d'orienter les fonds publics vers les initiatives communautaires durables, en promouvant l'agriculture biologique.

Si diverses organisations se coalisent pour promouvoir les enjeux climatiques dans ce contexte plein d'incertitudes, les **lobbies d'entreprises américaines impliquées dans la chaîne de production des combustibles fossiles restent eux aussi très actifs** afin d'influencer l'orientation des aides financières gouvernementales. Deux douzaines de think tanks de droite liés aux intérêts de l'industrie fossile et aux sources de financements non communiquées ont écrit au Congrès le 23 mars pour s'opposer aux propositions de relance économique reposant sur des incitations financières aux énergies renouvelables, arguant que le "changement climatique n'est pas une menace immédiate pour l'humanité". Parmi ces groupes apparaissent les Koch brothers, ou des organisations tels que le *Texas Public Policy Institute* et le *Competitive Enterprise Institute*, sous le nom du nouveau projet *Life:Powered*, D'autres entités similaires se sont unies pour diffuser sur les réseaux sociaux nationaux des messages anti-énergies vertes, et contre le Green Stimulus et le Green New Deal, notamment au Michigan (*Mackinac Center for Public Policy*), Texas (*Texas Public Policy Foundation*) et en Caroline du Sud (*Palmetto Promise Institute*). Dans ces conditions, la continuité des actions engagées, souvent à l'encontre des souhaits de l'administration américaine, sur les questions environnementales, tant sur le plan scientifique que technologique, semble menacée.

---

**Rédacteurs :** Stéphane RAUD et Julien BOLARD (SST Washington), Juliette PAEMELAERE (INRAE Washington)